

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/10582]

22 NOVEMBRE 2018. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 dénonçant l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon et relatif à l'octroi de subventions aux opérateurs de formation en alternance

Le Ministre ayant la Formation dans ses attributions,

Vu l'accord de coopération relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 dénonçant l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon et relatif à l'octroi de subventions aux opérateurs de formation en alternance, en particulier son article 6 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 30 octobre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, rendu le 16 novembre 2018 ;

Considérant que les dispositions de mise en œuvre de l'accord de coopération du 24 octobre 2008 relatif à la formation en alternance sont entrées en vigueur dès le 1^{er} septembre 2016 ;

Considérant que, dans le cadre de cet accord de coopération, un arrêté du Gouvernement a été pris concomitamment par la Région wallonne et par la Fédération Wallonie-Bruxelles, notamment pour prévoir les modalités d'octroi de subventions aux différents opérateurs de formation ;

Que les dispositions concernant ces modalités sont également entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2016 ;

Considérant toutefois qu'à la suite des opérations effectuées pour la période 2016-2017, il est rapidement apparu nécessaire de clarifier, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement précité, les modalités de liquidation aux différents opérateurs de formation de la subvention prévue à l'article 5 du même arrêté,

Arrête :

Article 1^{er}. La subvention prévue à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement du 8 juin 2017 dénonçant l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon et relatif à l'octroi de subventions aux opérateurs de formation en alternance, ci-après dénommé « l'arrêté », est liquidée de manière forfaitaire, sur base d'un formulaire de demande de liquidation de subvention, tel que contenu en annexe du présent arrêté.

Ce formulaire doit être complété et signé par chacun des opérateurs de formation concernés, et ensuite faire l'objet d'une validation par l'Office francophone de la Formation en alternance, sur base d'une liste identifiant :

1° nominativement chaque apprenant sous contrat d'alternance ou convention de stage en année préparatoire de minimum 270 jours consécutifs ou non durant l'année de formation sur laquelle porte la subvention ;

2° les référents pour chacun des apprenants visés sous 1°.

Au sens du présent article, on entend par « référent » la personne telle que définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 5°, de l'accord de coopération relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

Art. 2. Le formulaire de demande de liquidation de subvention, complété et signé, ainsi que la liste visée à l'article 1^{er} sont transmis par chaque opérateur de formation à l'Office francophone de la Formation en alternance au plus tard le 15 octobre suivant l'année de formation concernée.

Au plus tard le 15 novembre suivant l'année de formation concernée, le formulaire de demande de liquidation de subvention, complété et signé, est transmis par l'Office francophone de la Formation en alternance, à la direction des Politiques transversales Région/Communauté du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Service public de Wallonie.

Au sens du présent article, il faut entendre « année de formation » par référence à la définition prévue à l'article 4, 8°, de l'arrêté soit, « la période qui débute le 1^{er} septembre et se termine le 31 août ».

Art. 3. La subvention est liquidée en une seule tranche, au plus tard le 31 décembre de l'année de formation accomplie, d'une part, à l'IFAPME et, d'autre part, pour ce qui concerne les CEFA à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci est chargée de réceptionner le montant de la subvention ainsi liquidée pour compte et sur base d'un mandat exprès donné par chaque CEFA.

Le montant ainsi liquidé à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire est ensuite versé aux CEFA.

Art. 4. La Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie, l'Office francophone de la Formation en alternance et la Direction générale de l'Enseignement obligatoire peuvent préciser, dans le cadre d'un protocole de collaboration, les modalités de liquidation des subventions destinées aux CEFA ainsi que la manière dont s'effectueront les contrôles de l'affectation de celles-ci.

Art. 5. Toute avance octroyée à un opérateur de formation pour l'année de formation 2017-2018 est déduite du montant de la subvention liquidée au plus tard le 31 décembre 2018.

Art. 6. Pour l'année de formation 2017-2018, les dates prévues à l'article 2, alinéas 1^{er} et 2, sont fixées respectivement au 15 novembre 2018 et au 1^{er} décembre 2018.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 22 novembre 2018

Namur, le 22 novembre 2018.

P.-Y. JEHOLET



LOGO OPERATEUR

**DEMANDE DE SUBVENTION - OPERATEUR DE FORMATION EN
ALTERNANCE - Année 20.. – 20..
FORMULAIRE P4**

Identification de l'opérateur

- Dénomination :
- Identification de l'opérateur : ID (identifiant OFFA)
- N° FASE (pour les CEFA) :
- Adresse de l'institut/ établissement siège :
.....
- Nom et fonction du/de la responsable :
- Mail du/ de la responsable :
- GSM du/ de la responsable :

Montant de la subvention

Dans le cadre de l'AGW du 8 juin 2017 dénonçant l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement Wallon et relatif à l'octroi de subventions aux opérateurs de formation en alternance., l'opérateur susmentionné déclare que la Région wallonne lui est redevable de la somme de €,

Soit euros (montant en lettres),

correspondant à apprenants X 1000 euros (mille euros)

Cadre réservé au CEFA

Par la présente, je soussigné(e)
(Nom, prénom, fonction), représentant le CEFA
donne mandat à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire de percevoir la somme de

.....
Cette somme doit être versée sur le compte n°

BE _____ - _____ - _____

Ouvert au nom de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

(Date et signature)



LOGO OPERATEUR

Cadre réservé à l'IFAPME

La somme est à verser au compte n° BE ____ - ____ - ____ - ____ - ____ - ____ - ____ - ____ - ____ - ____

Ouvert au nom de l'Institut wallon de Formation en Alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises.

Déclaration sur l'honneur

Le (la) soussigné(e) (Nom, prénom, fonction)

.....
Dûment habilité(e) à représenter l'opérateur susmentionné,

Déclare sur l'honneur que l'ensemble des renseignements mentionnés dans le formulaire de demande et ses annexes sont exacts et complets.

Par la présente, il reconnaît que toute fausse déclaration pourra entraîner, en cas d'octroi de subvention, une procédure de récupération des montants indûment perçus.

Date et signature :

Validation OFFA

L'OFFA confirme que les conditions d'octroi, telles que précisées à l'article 5 alinéa 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 sont bien respectées pour apprenants.

Nom et prénom du responsable :

Date et signature :



LOGO OPERATEUR

La DGO6 approuve la liquidation : Toutes les mesures utiles ont été prises pour éviter le risque de double paiement

Date :

Signature :

Rang A6 (minimum)

Approuvé par délégation

Date :

Catherine STASSER
Directrice

Approbation DGO6

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2019/10582]

22 NOVEMBER 2018. — Ministerieel besluit ter uitvoering van artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 tot opzegging van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering en betreffende de toekenning van subsidies aan de operatoren in alternerende opleiding

De Minister bevoegd voor Vorming,

Gelet op het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 tot opzegging van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering en betreffende de toekenning van subsidies aan de operatoren in alternerende opleiding, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 30 oktober 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 november 2018;

Overwegende dat de bepalingen van uitvoering van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008 betreffende de alternerende opleiding in werking zijn getreden sinds 1 september 2016;

Overwegende dat er in het kader van dit samenwerkingsakkoord door zowel het Waalse Gewest als de "Fédération Wallonie-Bruxelles" tegelijk een regeringsbesluit is genomen, met name om te voorzien in de nadere subsidietoekenningregels voor de verschillende opleidingsverstrekkers;

Overwegende dat de bepalingen betreffende deze nadere regels eveneens op 1 september 2016 in werking zijn getreden ;

Overwegende dat evenwel reeds snel, na het uitvoeren van de verrichtingen voor de periode 2016-2017, is gebleken dat, krachtens artikel 6 van voornoemd regeringsbesluit, verduidelijking nodig is voor de nadere vereffeningregels betreffende de in artikel 5 van bedoeld besluit bedoelde subsidie ten bate van de verschillende opleidingsverstrekkers,

Besluit :

Artikel 1. De subsidie bepaald in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot opzegging van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering en betreffende de toekenning van subsidies aan de operatoren in alternerende opleiding, hierna "het besluit", wordt forfaitair vereffend op basis van een formulier voor de aanvraag tot vereffening van de subsidie zoals vervat in de bijlage bij dit besluit.

Dat formulier dient ingevuld en ondertekend te worden door elke betrokken opleidingsverstrekker, en vervolgens bekrachtigd te worden door het "Office francophone de la Formation en alternance", op grond van een lijst waarin geïdentificeerd worden:

1° nominatief, elke leerling onder alternerend contract of stageovereenkomst in voorbereidend jaar met minstens 270 al dan niet opeenvolgende dagen tijdens het vormingsjaar waarop de subsidie betrekking heeft;

2° de referentiepersonen voor elke leerling bedoeld onder 1°.

In de zin van dit artikel wordt onder "referentiepersoon" de persoon verstaan, zoals omschreven in artikel 1, § 1, 5°, van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 1 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. Het formulier voor de aanvraag tot vereffening van de subsidie, ingevuld en ondertekend, evenals de lijst bedoeld in artikel 1, worden door elke opleidingsverstrekker overgemaakt aan het "Office francophone de la Formation en alternance" uiterlijk op 15 oktober volgend op het betrokken vormingsjaar.

Uiterlijk 15 november volgend op het betrokken vormingsjaar wordt het formulier voor de aanvraag tot vereffening van de subsidie, ingevuld en ondertekend, door het "Office francophone de la Formation en alternance" overgemaakt aan de Directie Overkoepelend Gewest/Gemeenschapsbeleid van het Departement Tewerkstelling en Beroepsvorming van de Waalse Overheidsdienst.

In de zin van dit artikel wordt onder “vormingsjaar”, onder verwijzing naar de begripsomschrijving van artikel 4, 8°, van het besluit : “de periode die op 1 september begint en die op 31 augustus eindigt” verstaan.

Art. 3. De subsidie wordt in één enkele schijf vereffend, uiterlijk op 31 december van het voltooide vormingsjaar enerzijds aan IFAPME en anderzijds voor wat betreft de “CEFA” aan de Algemene Directie Verplicht Onderwijs. Laatstgenoemde wordt ermee belast, het aldus vereffende subsidiebedrag in ontvangst te nemen in opdracht en op basis van een uitdrukkelijk mandaat gegeven voor elk “CEFA”.

Het aldus aan de Algemene Directie Verplicht Onderwijs vereffende bedrag wordt vervolgens aan de “CEFA” gestort.

Art. 4. Het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst, het “Office francophone de la Formation en alternance” en het Directoraat-generaal Verplicht Onderwijs kunnen in het kader van een samenwerkingsprotocol de nadere regels bepalen voor de vereffening van de subsidies ten behoeve van de “CEFA”, evenals de wijze waarop de controles van aanwending ervan verricht worden.

Art. 5. Elk voorschot, toegekend aan een opleidingsverstrekker voor het vormingsjaar 2017-2018, wordt uiterlijk op 31 december 2018 afgetrokken van het vereffende subsidiebedrag.

Art. 6. Voor het vormingsjaar 2017-2018 worden de datums, bepaald in artikel 2, leden 1 en 2, respectievelijk vastgesteld op 15 november 2018 en 1 december 2018.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 22 november 2018.

Namen, 22 november 2018.

P.-Y. JEHOLET



LOGO OPERATEUR

**SUBSIDIEAANVRAAG – VERSTREKKER VAN ALTERNERENDE
VORMINGEN – JAAR 20.. – 20..
FORMULIER P4**

Identificatie opleidingenverstrekker

- Benaming:
- Identificatie verstrekker : ID (ID-nummer OFFA): ...
- FASE NR (voor CEFA) :
- Adres zetel instituut/instelling/inrichting: ...
.....
- Naam en functie van de verantwoordelijke:
- Mail verantwoordelijke :
- GSM verantwoordelijke :

Bedrag van de subsidie

In het kader van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 tot opzegging van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfililière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering en betreffende de toekenning van subsidies aan de operatoren in alternerende opleiding, verklaart bovenvermelde verstrekker dat het Waalse Gewest hem de som van ... euro verschuldigd is.

Ofte...

Euro (bedrag in letters).

Overeenstemmend met ... leerlingen * 1000 euro (duizend euro).

KADER VOORBEHOUDEN CEFA

Hierbij geeft ondergetekende ... (Naam, voornaam, functie), die CEFA ... vertegenwoordigt **mandaat aan de Algemene Directie Verplicht Onderwijs** om te innen, de som van

.....
Som te storten op rekening nr.

BE _ _ - _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Geopend op naam van ... **Algemene Directie Verplicht Onderwijs**

(Datum en handtekening)



LOGO OPERATEUR

KADER VOORBEHOUDEN AAN IFAPME

Som te storten op rekening nr.° BE ___ - ___ - ___ - ___ - ___ - ___ - ___ - ___ - ___ - ___

Geopend op naam van Institut wallon de Formation en Alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises.

Verklaring op erewoord

Ondergetekende (Naam, voornaam, functie)

.....
Behoorlijk gemachtigd om bovenvermelde verstrekker te vertegenwoordigen,

Verklaart op erewoord dat de gezamenlijke gegevens vermeld in het aanvraagformulier en bijlagen ervan juist en volledig zijn.

Bij deze erkent hij dat iedere valse verklaring in geval van toekenning van de subsidie een procedure tot gevolg zal hebben waarbij de onbehoorlijk geïnde bedragen verhaald zullen worden.

Handtekening/datum :

VALIDERING OFFA

OFFA bevestigt dat de toekenningsvoorwaarden, zoals nader bepaald in artikel 5, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering zorgvuldig in acht zijn genomen voor ... leerlingen.

Voornaam en naam verantwoordelijke:

Handtekening/datum :



LOGO OPERATEUR

DGO6 keurt de vereffening goed: Elke nuttige maatregel is genomen om overlappende betalingen te voorkomen.

Datum :
Ondertekening

Rang A6 (minstens)

Per delegatie goedgekeurd

Datum :

Catherine STASSER
Directrice

Goedkeuring DGO6